

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 27 avril 2026

République Française

MAIRIE DE GRANS

(Bouches-du-Rhône)

Arrondissement d'Istres

| NOMBRE DE MEMBRES              |             |                                     |
|--------------------------------|-------------|-------------------------------------|
| Afférents au Conseil Municipal | En Exercice | Qui ont pris part à la délibération |
| 29                             | 29          | 28                                  |

**N° 2026/83**

**Octroi d'une subvention de fonctionnement et d'une subvention de projet spécifique à l'association « LI PICHOUNET » pour l'année 2026**

L'an deux mille vingt-six et le vingt-sept avril à dix-huit heures trente minutes, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la Loi, en Salle d'Honneur Germaine Richier de la Mairie, sous la présidence de **Monsieur Philippe LEANDRI, le Maire.**

**Présents** : R. ANSILLON - F. ARNAUD - D. AUBERT - N. BARDIN - F. BERTORELLO - A-C. BIERREN - D. BUSELLI - R. CARTA - J. GIRARD - M. GRASSI - C. HUGUES - J-C. LAURENS - T. MARTIN - D. MIACHON - V. OLIVE - M-PERONNET - I. TEISSIER - G. RAYNAUD-BREMOND - C. RUIZ - V. TIQUET - V. TRICON - G. VALVASON SERODINE - L. VIARDOT-AMOURIC - P. VIDAL

**Procurations** : V. APPOLONIE à M. GRASSI- E. CADET à P. VIDAL- N. REVERTER à D. MIACHON - R. SAURIN—DEVASSY à C. HUGUES

**Date de la convocation** : Mardi 14 avril 2026

**Secrétaire de Séance** : Christine HUGUES

Le rapporteur rappelle au Conseil Municipal que l'octroi de subventions et concours divers aux associations doit faire l'objet d'une délibération.

Vu la demande d'une subvention de fonctionnement par l'association « LI PICHOUNET » reçue en mairie le 8 janvier 2026,

Vu l'achat de matériel en vue de pratiquer de la gymnastique aux enfants de l'association,

Vu l'avis favorable, à l'unanimité, de la commission chargée de l'attribution des subventions qui s'est réunie le 31 mars 2026,

Considérant la volonté de la Commune de développer le dynamisme associatif en aidant les associations dans leur fonctionnement, il convient d'octroyer une subvention à l'association « LI PICHOUNET » pour l'année 2026,

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, des membres ayant pris part à la délibération (Madame Virginie OLIVE personnellement intéressée ne participant pas à la délibération et au vote) l'exposé du rapporteur entendu,

- ☞ Octroie une subvention de fonctionnement de 1 600 € (mille six cents euros) pour l'exercice 2026 à l'association « LI PICHOUNET ».
- ☞ Octroie une subvention pour un projet manifestation de 400 € (quatre cents euros) pour l'exercice 2026 sous réserve de production de justificatifs de paiement liés à l'achat de matériel pour pratiquer de la gymnastique aux enfants de l'association « LI PICHOUNET ».
- ☞ Dit que les crédits relatifs à l'octroi d'une subvention de fonctionnement 1 600 € (mille six cents euros) et l'octroi d'une subvention pour un projet de manifestation de 400 € (quatre cents euros) sont inscrits à l'article correspondant du Budget Primitif 2026 de la Commune.
- ☞ Autorise Monsieur Le Maire ou son représentant dûment habilité à signer la présente délibération ainsi que toutes pièces utiles afin de mener à bien cette affaire.

Conformément à l'article R421-1 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de MARSEILLE, sis 31 rue Jean François Leca - 13002 MARSEILLE (tél. : 04.91.13.48.13 / Courriel : greffe.ta-marseille@juradm.fr) dans un délai de deux (02) mois à compter de sa publication. Un recours administratif est également possible auprès de l'autorité du présent acte dans le délai de deux (02) mois à compter de sa publication. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux (02) mois suivant la notification de la décision de rejet express du recours administratif ou à compter de la date d'expiration du délai de réponse de deux mois dont disposait l'autorité signataire, en cas de rejet implicite dudit recours. Toute saisine du Tribunal Administratif de MARSEILLE peut s'opérer par voie postale, soit par voie électronique à partir de l'application internet « Télérecours citoyens » accessible par le site de téléprocédures : <http://www.telerecours.fr>

Fait en séance, les jour, mois et an susdits,  
ont signé au registre les membres présents,  
Le Maire, Philippe LEANDRI



Le secrétaire de séance,  
Christine HUGUES

